



Numéro de la consultation : 2025MA100006

Service :
RP - Direction de la Supervision des filières REP

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

Etude « Etat des lieux et perspectives du traitement local des déchets REP en outre-mer »

DSREP
Rédaction : Annaëlle LERAY

Août 2025

TABLE DES MATIERES

1. Eléments de contexte.....	3
1.1. Les activités de l'ADEME.....	3
1.2. Contexte de l'étude.....	4
2. Les attentes de l'ADEME vis-à-vis de la prestation ou des prestations à réaliser	5
2.1. Finalités et objectifs	5
2.2. Périmètre de l'étude	5
2.3. Détail des prestations attendues.....	5
2.3.1. Conditions générales	5
2.3.2. Contenu de la prestation attendue.....	6
3. Organisation et pilotage de la prestation	10
3.1. Encadrement et suivi de la prestation	10
3.2. Calendrier de réalisation des prestations	11
3.3. Livrables	11
3.4. Présentation de la proposition technique	12
4. Annexes	12

1. Éléments de contexte

1.1. Les activités de l'ADEME

L'ADEME en bref

À l'ADEME - l'Agence de la transition écologique -, nous sommes résolument engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation des ressources. Sur tous les fronts, nous mobilisons les citoyens, les acteurs économiques et les territoires, leur donnons les moyens de progresser vers une société économe en ressources, plus sobre en carbone, plus juste et harmonieuse. Dans tous les domaines – énergie, économie circulaire, alimentation, mobilité, qualité de l'air, adaptation au changement climatique, sols... – nous conseillons, facilitons et aidons au financement de nombreux projets, de la recherche jusqu'au partage des solutions. À tous les niveaux, nous mettons nos capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.

L'ADEME est un établissement public sous la tutelle du ministère de la Transition écologique et du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

La direction de supervision des filières REP

La Responsabilité Élargie du Producteur est basée sur le principe du « pollueur-payeur » : les entreprises, c'est-à-dire les personnes responsables de la mise sur le marché français de certains produits, sont responsables de l'ensemble du cycle de vie de ces produits, depuis leur conception jusqu'à leur fin de vie. La REP transfère entre autres tout ou partie des coûts de gestion des déchets vers les metteurs sur le marché.

En France, le principe de la REP est apparu dans la loi depuis 1975, et le dispositif des filières REP a commencé à prendre son essor en France, avec le décret du 1er avril 1992 relatif aux emballages ménagers. Ensuite, il s'est étendu à de nombreuses filières de produits telles que les piles et accumulateurs, les papiers, les équipements électriques et électroniques, etc.

La loi AGECL (LOI n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire) a transformé en profondeur le système d'organisation des filières REP. Aujourd'hui, l'objectif du dispositif REP n'est plus seulement de traiter les déchets générés, mais également de les prévenir. L'article L. 541-10 du code de l'environnement a été modifié, imposant désormais aux filières REP d'intervenir sur l'ensemble du cycle de vie des produits, notamment en favorisant l'écoconception et l'allongement de la durée de vie de ces produits, ainsi qu'en soutenant la réparation et le réemploi.

Conformément à la directive européenne sur les déchets qui impose de renforcer les moyens de suivi des filières REP par l'Etat, l'article 76 de la loi AGECL crée une instance de suivi et d'observation des filières REP, confiée à l'ADEME : la Direction de la supervision des filières REP (DSREP), chargée de superviser ces filières et de les accompagner pour atteindre les objectifs fixés par l'État. L'une des missions de la DSREP est de réaliser des études qui permettent d'accompagner techniquement les acteurs des filières. Le présent cahier des charges s'inscrit dans cette mission d'accompagnement des filières REP par l'ADEME.

1.2. Contexte de l'étude

Contexte général

La Loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire du 10 février 2020 (dite Loi AGECE), légèrement amendée par la loi Climat et résilience de 2021, transforme le dispositif relatif aux filières à Responsabilité Élargie des Producteurs (REP). Elle renforce la responsabilité des metteurs sur le marché sur l'ensemble du cycle de vie des produits (allongement de la durée d'usage, éco-conception, réemploi, réparation...), harmonise le fonctionnement des filières et crée un certain nombre de nouvelles filières¹.

Contexte en outre-mer

La gestion des déchets en outre-mer fait face à des difficultés issues de contextes locaux : un rapport du Sénat estimait par exemple un coût de gestion des déchets 1,7 fois plus élevé qu'en Hexagone, et un taux d'enfouissement moyen des déchets ménagers de 67 % significativement plus important (15 % en Hexagone)².

La Loi AGECE renforce les obligations des metteurs en marché en outre-mer. Elle introduit le principe selon lequel les performances de collecte et de traitement des éco-organismes devront, sous trois à cinq ans, être identiques en outre-mer par rapport à la moyenne hexagonale³. En 2023, dans l'objectif de rattraper les performances de collecte et de traitement des déchets REP constatés sur le territoire hexagonal, chaque éco-organisme a élaboré un Plan de Prévention et de Gestion des Déchets pour chacun des territoires d'outre-mer concernés par cette étude. L'intervention des metteurs en marché en outre-mer se voit donc intensifiée, par l'intermédiaire de leurs éco-organismes et systèmes individuels.

Par ailleurs, il est constaté que la majorité des déchets sous REP est à ce jour exportée, faute d'infrastructures de traitement suffisamment déployées en outre-mer⁴. Des difficultés ayant été constatées sur l'export de ces déchets issus des territoires ultramarins, une étude a été menée par l'ADEME en 2024 (Etude « transport des déchets REP issus des territoires d'outre-mer »). Celle-ci a mis en évidence de nombreux freins au transport des déchets, exacerbés par l'augmentation prévisible des quantités de déchets REP à collecter dans les cinq prochaines années. L'une des pistes d'amélioration consiste à développer un traitement local : celui-ci pourrait permettre de réduire les quantités à exporter, réduire la dangerosité des déchets en vue de faciliter les procédures d'export, ou encore permettre d'avoir des matières issues du traitement local commercialisables à un meilleur prix que celui d'un mélange de matières non séparées ou préparées.

Le développement d'un traitement local présente également d'autres avantages, avec notamment :

- Le respect du principe de proximité, permettant d'éviter l'impact environnemental dû au transport maritime ;
- Une possible amélioration de la qualité du gisement disponible pour certains types de déchets (matelas par exemple, qui supportent mal des semaines voire des mois de transport)
- La création d'emplois locaux non délocalisables, dans des territoires particulièrement touchés par le chômage
- Etc...

Il existe cependant des freins au développement d'infrastructures locales de traitement, à commencer par le gisement minimal pour que cette infrastructure puisse fonctionner techniquement et dans des conditions économiques acceptables.

¹ Le Mémo des REP (données 2023) est disponible sur la Librairie ADEME via le lien suivant : <https://librairie.ademe.fr/economie-circulaire-et-dechets/8160-memo-des-rep-donnees-2023-9791029725296.html>

² Rapport d'information de Mmes Gisèle JOURDA et Viviane MALET, délégation sénatoriale aux outre-mer, 2022 <https://www.senat.fr/rap/r22-195/r22-195.html>

³ Article L541-10 du Code de l'environnement

⁴ Etude « Transport des déchets REP issus des territoires d'outre-mer », ADEME, 2024. <https://librairie.ademe.fr/economie-circulaire-et-dechets/8189-transport-des-dechets-rep-issus-des-territoires-d-outre-mer.html>

Dans ce contexte, il apparaît nécessaire d'établir un état des lieux précis des installations de traitement existantes et en projet dans les DROM-COM, ainsi que de leurs capacités, et d'entamer des réflexions visant à apprécier la pertinence et les conditions de développement de nouvelles installations de traitement locales, dans le respect de la hiérarchie des modes de traitement et des objectifs de réutilisation, de recyclage et de valorisation fixées au cahier des charges de chaque filière REP.

2. Les attentes de l'ADEME vis-à-vis de la prestation ou des prestations à réaliser

2.1. Finalités et objectifs

Les finalités de cette étude sont de :

- Réaliser un état des lieux des installations existantes de traitement de déchets sous REP dans les territoires d'outre-mer,
- Etudier la pertinence et les conditions de développement d'infrastructures supplémentaires pour le traitement des gisements locaux de déchets de ces territoires ou mutualisés avec ceux des territoires à proximité.

Différents aspects devront ainsi être considérés, notamment en présentant le besoin (en termes de gisements de déchets et de débouchés pour les matières/pièces issues du traitement local), les solutions de traitement disponibles ou prévues pour ces territoires en tenant compte des contraintes techniques, réglementaires et financières de leur mise en œuvre.

2.2. Périmètre de l'étude

L'étude portera sur :

- Les déchets produits dans les DROM COM de toutes les filières REP en vigueur et à venir faisant l'objet d'une réglementation nationale. Les filières Lubrifiant, Médicaments Non Utilisés (MNU) et Lingettes sont exclues du périmètre de cette étude.
- Les collectivités régies par l'article 73 de la Constitution, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon
- Le traitement des déchets, étant entendu qu'il répond à la définition suivante : « toute opération de valorisation ou d'élimination, y compris la préparation qui précède la valorisation ou l'élimination »⁵. Cela comprend les étapes de dépollution, broyage, tri/séparation des matières en vue de leur valorisation matière ou énergétique, enfouissement, ou toute autre étape de gestion de déchets située en aval de la collecte, y compris la préparation à la réutilisation lorsqu'elle est réalisée par des opérateurs de gestion de déchets. Dans la suite de ce document, les termes « étape de traitement », « type de traitement », « opérateur de traitement », « procédé de traitement » ou « installation de traitement » feront référence à cette définition.

Il sera possible d'intégrer dans la réflexion les déchets hors REP s'il apparaît pertinent de mutualiser le traitement des déchets collectés afin d'atteindre un gisement minimal nécessaire à la mise en place d'une installation.

Les opérations de réemploi et de réparation sont exclues du périmètre de cette étude car réalisées en amont du traitement des déchets.

2.3. Détail des prestations attendues

2.3.1. Conditions générales

Le candidat devra présenter dans son offre le calendrier et la méthodologie qu'il compte suivre pour mener à bien les travaux décrits de façon détaillée plus bas et notamment les entretiens qu'il prévoit de mener auprès

⁵ Article L 541-1-1 du Code de l'environnement

d'acteurs. Le candidat devra également présenter dans sa proposition le détail prévisionnel de ses déplacements et visites sur l'ensemble des territoires d'outre-mer couverts par l'étude, pour les entretiens ou visites d'installations qu'il propose de réaliser.

Le candidat pourra compléter dans son offre la liste, ci-dessous, des parties prenantes qu'il conviendrait de consulter lors de ses travaux :

- Directions régionales de l'ADEME ;
- Observatoires locaux ;
- Eco-organismes ;
- Collectivités ;
- Opérateurs de gestion des déchets ;
- Représentants de l'Etat (DEAL)
- Etc.

L'ADEME pourra mettre à disposition du prestataire retenu les données dont elle dispose pour certaines filières, notamment via Syderep (données disponibles [ici](#)), Sinoe (données disponibles [ici](#)), les campagnes Modecom. D'autres seront à collecter auprès des parties prenantes et au travers des SRADDET locaux (PRPGD et autres schémas régionaux).

Le prestataire devra réunir toutes les informations chiffrées dans un format numérique facilement modifiable et exploitable. Toutes les données fournies devront être sourcées et les conditions d'accès et de mise à jour devront être précisées.

Le candidat est invité le cas échéant à lister dans son offre les éléments qui lui semblent pertinent de développer pour mener à bien cette étude en complément de ceux figurant déjà dans le présent cahier des charges.

2.3.2. Contenu de la prestation attendue

Partie I : Etat des lieux

Cette première partie a pour objectif de connaître les étapes de traitement que subissent les déchets sous REP collectés en outre-mer, et les opérateurs locaux qui réalisent ces étapes de traitement.

Partie I-A : les installations et les capacités de traitement

Le prestataire réalisera un inventaire des installations de traitement existantes sur chacun des territoires couverts par l'étude, ainsi que des installations en projet dans les 10 prochaines années.

L'état des lieux des installations en projet inclura la période de mise en service prévisionnelle si elle est connue. Dans le cas contraire, il est attendu du prestataire qu'il fournisse un maximum d'informations sur l'échéancier prévisionnel de construction des futures installations ainsi que sur les déchets acceptés, le type de traitement effectué, les capacités envisagées, etc. Les informations pourront être retirées notamment des PRPGD lorsqu'ils existent et sont validés, ainsi que d'entretiens avec les directions régionales de l'ADEME qui accompagnent des porteurs de projets sur la thématique économie circulaire.

L'état des lieux sera accompagné d'une cartographie des installations, ainsi que de leurs coordonnées géographiques (adresse précise, commune). Cette cartographie devra être réalisée par territoire.

Le prestataire identifiera les installations qui opèrent déjà sur les filières REP en distinguant celles qui ne traitent qu'un seul déchet sous REP et celles qui traitent des déchets issus de plusieurs filières REP différentes. Il précisera la ou les filières concernée(s) lorsque c'est le cas, et les installations qui n'opèrent pas aujourd'hui sur les REP. Lorsque l'installation accepte d'autres déchets hors REP, le prestataire devra le préciser et indiquer la part relative des déchets sous REP. Si une installation recensée ne traite pas de déchets sous REP, le prestataire veillera à l'indiquer en précisant si c'est en raison de sa spécialisation et si elle pourrait le cas échéant en accepter moyennant une autorisation des autorités locales.

Le prestataire indiquera si l'installation de traitement reçoit des déchets produits dans d'autres territoires ultramarins français, voire en provenance d'autres pays (Ex : AER en Martinique reçoit des DEEE ayant été collectés en Martinique, Guadeloupe et Guyane).

Partie I-B : les étapes de traitement

Le prestataire devra identifier, à partir du recensement des installations de traitement, pour chaque filière et chaque type de déchet, les étapes de traitement subies par le déchet dans les installations de traitement locales. Des schémas devront être réalisés, permettant de visualiser, pour chaque étape de traitement, les fractions/matières/pièces de réutilisation produites lors de ces étapes et leur destination finale en distinguant ce qui est la part exportée de ce qui est consommé en local. Cette partie veillera à bien préciser le niveau de préparation des fractions/matières/pièces en mettant notamment en évidence s'il s'agit de mélanges de matières ou non.

Le prestataire indiquera, sur les schémas des étapes de traitement, les installations en contrat avec les éco-organismes et systèmes individuels des filières REP et les étapes sur lesquelles elles interviennent. Dans le cas où un opérateur n'est plus en contrat avec une filière REP sur un flux en particulier (appel d'offre perdu), mais dispose d'une ligne de traitement pour ce flux particulier actuellement à l'arrêt, le préciser. Dans le cas où un opérateur intervient sur un flux sous REP sans être prestataire d'un éco-organisme (cas sur les EEE par exemple, avec obligation de reporting de données à la filière), l'indiquer également.

Partie I-C : comparaison des quantités de déchets sous REP et des capacités des installations de traitement

Le prestataire devra estimer les quantités de déchets sous REP collectées et à traiter, par territoire et par type de déchet, aux échéances 5 et 10 ans. Pour cela, il pourra notamment actualiser les estimations réalisées dans le cadre de l'étude « Transport des déchets REP issus des territoires d'outre-mer » (ADEME, 2024). Il devra prendre en compte les quantités croissantes de nouveaux déchets sous REP dues aux changements de comportements, notamment le développement des énergies renouvelables et de la mobilité électrique. Il cherchera à préciser si ces nouveaux déchets nécessitent ou pas des installations de traitement spécifiques n'existant pas encore dans les territoires.

A partir des PRPGD, le prestataire pourra estimer les quantités de déchets hors REP.

A partir de ces données, il sera possible de rapprocher les quantités de déchets des capacités et types de traitement disponibles localement. Cette étape permettra d'évaluer le manque d'installations locales tant en sur le volet des capacités que sur celui des typologies d'installations.

Ces comparaisons seront réalisées à l'échelle des territoires ainsi qu'à l'échelle des zones géographiques (Océan Indien d'une part, Caraïbes et Guyane d'autre part).

Partie I-D : les débouchés des matières issues du traitement

Il est également attendu du prestataire un état des lieux du marché actuel des débouchés locaux des matières - et le cas échéant des pièces de réutilisation - issues du traitement, notamment pour l'incorporation de matière première recyclée (MPR) dans la fabrication locale de nouveaux produits. Ce travail sera complété d'une projection des potentiels débouchés pouvant être envisagés en local dans les dix années à venir. La capacité de ces débouchés sera estimée sur la base de la production actuelle et des tendances d'évolution du marché qui peuvent déjà être anticipées, notamment les obligations actuelles et futures d'incorporation de MPR dans les produits et matériaux REP concernés. Le prestataire cherchera à vérifier auprès des exploitants des installations si les matières issues du traitement ont perdu leur statut de déchet ou non.

Partie II : Éléments de réflexion sur la pertinence et les conditions de développement d'installations de traitement en outre-mer

Partie II-A : benchmark des installations de traitement existant dans d'autres pays aux contraintes similaires (insularité) aux territoires ultramarins français

Cette partie se concentrera sur la réalisation d'un benchmark des installations de traitement présentes dans d'autres pays, qui pourraient s'adapter aux contraintes des territoires ultramarins français étudiés.

Ce travail sera réalisé sur une base forfaitaire de cinq pays, européens ou tiers. Le candidat est invité à proposer dans son offre, moyennant argumentation, une liste de pays, sachant que le choix final des pays à étudier sera réalisé par le COPIL après consultation du COSUI.

Il sera réalisé sur la base de recherches bibliographiques et des résultats de quelques échanges en distanciel. Il n'est pas prévu de déplacement dans les pays étudiés.

Ce travail vise à étudier le potentiel de reproductibilité d'installations de traitement existant dans d'autres pays confrontés aux mêmes difficultés que celles rencontrées dans les territoires ultramarins français.

Les installations de traitement étudiées devront en priorité concerner au moins deux filières REP.

Il est attendu du prestataire une présentation complète des installations de traitement, qui comprendra notamment :

- Une description technique du procédé de traitement mise en œuvre ;
- Des éléments de réflexion sur la reproductibilité dans les territoires ultramarins français ;
- Le nom de l'exploitant, et l'adresse de l'installation ;
- La législation relative et les autorisations nécessaires pour la création de ces installations ainsi que la compatibilité avec la législation ou la réglementation française ;
- Le nombre et la nature des filières REP qui pourraient potentiellement être concernées ;
- Les types et quantités de déchets traités ;
- La nature des matières et fractions issues du traitement et une information sur leur éventuelle consommation locale comme matière première de recyclage pour la fabrication de produits ;
- Les coûts d'investissement de l'installation (avec des précisions sur les surcoûts éventuels liés à l'emprise foncière, au caractère inondable des terrains ou aux contraintes sismiques propres au territoire) ;
- Les conditions technico-économiques indispensables à la création de ce type d'installation (cf partie suivante).

Les résultats de cette partie constitueront un des éléments de réflexion à développer dans la partie II-B ci-dessous.

Partie II-B : Eléments de réflexion et pistes de développement d'installations de traitement

La première partie de l'étude aura permis de faire un état des lieux des déchets qui peuvent être pris en charge dans des installations de traitement existantes et dans celles prévues dans les différents territoires en décrivant précisément les étapes de traitement des déchets. L'état des lieux aura mis en évidence jusqu'où va le traitement opéré localement aujourd'hui, si les matières et pièces issues du traitement sont valorisées localement et la part d'exportation des mélanges de matières, matières séparées et pièces de réutilisation, le cas échéant pour un traitement complémentaire.

Après avoir identifié les installations existantes et les étapes de traitement couvertes par celles-ci (I-A et I-B), les avoir comparées aux gisements de déchets des DROM-COM (I-C) actuels et à venir, après avoir réalisé un benchmark des installations de traitement situées à l'étranger qui pourraient être adaptées aux territoires français (II-A), le prestataire présentera des éléments de réflexion sur la pertinence et les conditions de développement d'installations de traitement dans les territoires ultramarins français (nouvelles installations ou augmentation de capacité des installations existantes).

Cette réflexion devra tenir compte :

- De la hiérarchie des modes de traitement des déchets ;
- Du principe de proximité de traitement des déchets par rapport au lieu de leur production ;
- Des objectifs de réutilisation, de recyclage et de valorisation s'appliquant aux différentes filières REP ;
- De la priorité donnée à la mutualisation des flux de déchets sous REP au sein de chaque territoire ;

- De la recherche de mutualisation au sein des zones géographiques (Océan indien et Caraïbes et Guyane) ;
- Des contraintes d'aménagement du territoire telles que figurant notamment dans les SCOT, PLU ou PRPGD.

Les infrastructures de traitement objets de la réflexion peuvent porter sur les étapes de dépollution, de tri, de broyage, de préparation en vue de réutilisation, de production de matière en vue de recyclage ou de valorisation énergétique le cas échéant (préparation CSR par exemple). Cette partie ne vise pas à étudier les solutions d'élimination ni les installations de valorisation énergétique en elles-mêmes. S'il existe une piste de création d'installation destinée à la valorisation matière, alors il sera nécessaire d'analyser également le marché des matières premières recyclées (MPR) visées, local ou à l'export, en tenant compte de la problématique de sortie du statut de déchet.

Dans la mesure où cette étude est transverse aux filières REP, les installations de traitement mettant en œuvre des procédés spécifiques à une seule filière ne sont pas visées prioritairement dans cette partie de l'étude. Les réflexions doivent porter ici en priorité sur la mutualisation des installations entre filières REP.

Le prestataire devra identifier les conditions technico – économiques de développement de nouvelles infrastructures de traitement ou d'augmentation des capacités existantes.

Seront étudiés en particulier :

- Le type d'installation et sa finalité ;
- Les types de déchets traités et les conditions d'acceptation ;
- La quantité minimale de déchets pour faire fonctionner techniquement l'installation ;
- La quantité minimale de déchets habituellement traitée dans les installations équivalentes dans l'Hexagone ;
- Le foncier nécessaire ;
- Les intrants nécessaires au procédé de traitement (eau, énergie, ...) et les difficultés que cela peut engendrer quand ces ressources connaissent des problèmes de disponibilité ;
- Le coût d'investissement pour la construction d'une telle installation ;
- Le coût de fonctionnement de l'installation ;
- Le coût d'approvisionnement de l'installation notamment lorsque les flux doivent être mutualisés entre plusieurs départements d'outre-mer ;
- Le coût de transport maritime des matières/fractions issues du traitement local quand ces matières/fractions ne peuvent pas être consommées localement que cela soit pour du recyclage ou de la valorisation énergétique ;
- Les types de matières/fractions sortant de l'infrastructure, leur valeur et leur dépendance à la volatilité des cours correspondants sur les marchés ;
- Le coût net global de traitement ;
- Les avantages/bénéfices attendus (impact environnemental évité, coût évité, transport maritime facilité le cas échéant, etc.)

Le candidat est invité à présenter dans son offre le cas échéant d'autres éléments/critères qu'il lui semblerait utile d'étudier.

Dans le cas où la quantité minimale de déchets d'une filière ne serait pas atteinte sur le territoire pour faire fonctionner l'infrastructure de traitement, le prestataire devra regarder, sur la base des réflexions de l'étude transport, les mutualisations possibles entre filières REP, entre territoires ultramarins, voire entre déchets sous REP et déchets hors REP.

L'attention du candidat est attirée sur le fait que l'étude « *transport des déchets REP issus des territoires d'outre-mer* » évoquée plus haut précisait qu'il était possible d'importer également des flux de pays limitrophes (ex : de Maurice à La Réunion – l'inverse étant interdit). Ce cas complexe sera toutefois exclu de l'étude car il nécessite des discussions plus longues entre Etats, non compatibles avec le timing de cette étude.

Pour chaque territoire et pour chacune des filières REP, le prestataire présentera le résultat des réflexions sur la pertinence et les conditions de développement d'installations de traitement en identifiant des pistes tenant compte des opportunités de mutualisation des flux au sein des territoires et au sein des zones géographiques.

Le prestataire devra détailler les modalités de mise en œuvre pour chaque piste, en précisant si cela est envisageable à court, moyen ou long terme, les acteurs impliqués, ainsi que les éventuelles modifications réglementaires le cas échéant nécessaires, qu'elles concernent directement les filières REP ou d'autres domaines.

L'attention du candidat est attirée sur le fait qu'il ne s'agira pas ici, pour chaque piste identifiée, de réaliser le business model de l'installation.

3. Organisation et pilotage de la prestation

3.1. Encadrement et suivi de la prestation

La validation des différents documents produits sera réalisée par l'ingénieure en charge du suivi de la prestation pour l'ADEME : Annaëlle LERAY.

Le candidat devra intégrer dans sa proposition la tenue d'un comité de suivi (COSUI) réunissant des parties prenantes. Sa composition sera constituée par l'ADEME et pourra le cas échéant tenir compte des suggestions faites par le candidat dans son offre. Il sera composé *a minima* de représentants des pouvoirs publics (DGPR, DGOM, DEAL ou équivalent), de collectivités en charge de la planification et de la gestion des déchets dans les DROM-COM, de représentants des éco-organismes, de représentants des opérateurs de traitement et des directions régionales de l'ADEME.

Ce COSUI se réunira à quatre reprises au cours de l'étude. :

- Lancement de la prestation ;
- Deux réunions intermédiaires ;
- Réunion finale de présentation des résultats.

Le candidat proposera et décrira dans son offre une organisation de ces réunions, de deux heures, au format visio-conférence. Cette organisation devra impérativement être accessible au plus grand nombre de personnes du comité de suivi depuis leurs équipements courants (PC, salle de réunion interne, ...). Le prestataire sera chargé des supports de présentation (à envoyer à l'ADEME *a minima* 10 jours avant la date du COSUI) et de la rédaction des comptes rendus qui seront soumis à l'ADEME dans un délai d'une semaine pour modifications éventuelles, puis transmis aux membres du comité.

Par ailleurs, des échanges avec l'ADEME sous forme de comité de pilotage (COPIL) seront organisés de manière régulière pendant toute la durée de la prestation. Ils prendront la forme de points téléphoniques ou visioconférences.

Les points d'étape nécessaires au suivi de l'étude pourront se dérouler par audio ou visio-conférence entre l'ADEME et le prestataire. Ces réunions seront complétées par des points d'avancement réguliers prévus au planning (téléphoniques ou en visioconférence) avec l'ingénieur en charge du suivi de la prestation pour l'ADEME (et/ou autres représentants ADEME), et seront considérées comme intégrées dans le prix forfaitaire de la prestation.

Le prestataire soumettra à l'ADEME pour approbation l'ensemble des résultats et documents produits pour la réalisation de l'étude. Les informations mises à disposition seront considérées comme confidentielles et ne devront pas être divulguées jusqu'à l'aboutissement de l'étude. Toutes les informations, documents et contributions recueillies dans le cadre de cette prestation seront la propriété de l'ADEME et seront regroupées dans un document annexe à destination uniquement de l'ADEME. Le titulaire ne peut communiquer sur les résultats de l'étude sans l'autorisation préalable de l'ADEME.

3.2. Calendrier de réalisation des prestations

La durée totale de la prestation est fixée à 14 mois à compter de la date de notification du marché.

Le rapport intermédiaire sous format Word concernant la partie I devra être remis dans un délai de 5 mois à compter de la date de notification du marché. Ce rapport devra être complété d'éléments de la partie II dans un délai de 9 mois. Les rapports intermédiaires constitueront une base de travail pour le rapport final et devront être ajustés si nécessaire. Ils ne représentent pas une version définitive, mais plutôt des documents évolutifs destinés à guider l'élaboration du rapport final.

Le rapport final provisoire devra être remis dans un délai de 11 mois à compter de la date de notification du marché. L'ensemble des livrables définitifs (le rapport final définitif, les annexes, la synthèse, le support de présentation des résultats sous Powerpoint, les documents de travail ainsi que les comptes-rendus des entretiens) devront être remis dans un délai de 13 mois à compter de la date de notification du marché.

3.3. Livrables

Le prestataire devra fournir deux rapports intermédiaires : le premier portera sur les travaux réalisés dans le cadre de la partie I, et le second sera complété avec des éléments de la partie II.

Le premier rapport intermédiaire sera rédigé à l'issue de la première partie des travaux.

Le second rapport intermédiaire sera complété de résultats issus des travaux réalisées lors de la deuxième partie de la prestation.

Les livrables finaux comprendront :

- Un rapport final au format Word ;
- Une synthèse d'un maximum de vingt pages au format Word;
- Un support de présentation d'une vingtaine de diapositives au format PowerPoint ;
- Les documents de travail et comptes rendus des entretiens ;
- La liste de tous les contacts sollicités dans le cadre de ces travaux et qui ont bien voulu apporter leur contribution à la réalisation de l'étude, en annexe au rapport final. Leurs coordonnées et fonctions devront figurer dans cette liste (courriel, téléphone, adresse postale) ;
- Les références bibliographiques pertinentes sous forme de liste, en annexe au rapport final avec si possible la mention d'un lien internet pour le téléchargement des documents concernés ;
- Les documents de travail (exemple : tableaux de bord) devront également être transmis par le prestataire
- Les fichiers originaux comprenant les figures et le cas échéant les tableaux figurant dans le rapport final.

Les rapports et supports de présentation devront impérativement être réalisés suivant la charte de rédaction qui sera remise au titulaire à la signature du marché.

3.4. Présentation de la proposition technique

Dans son offre, le candidat présentera de façon détaillée les moyens et la méthodologie mis en œuvre pour répondre aux objectifs de la prestation et pour mener à bien les travaux demandés dans les délais impartis. La méthode choisie devra être justifiée.

Le candidat veillera en particulier à développer dans son offre sa réflexion préalable sur la prestation demandée.

4. Annexes

Etude « [transport des déchets REP issus des territoires d'outre-mer](#) » : projection des quantités de déchets collectées, capacités des infrastructures de traitement actuelles, premières réflexions concernant les pistes de création de futures infrastructures.